

Michel Leymarie, Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française, culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, 434 p.

Olivier Tort

L'Action française a été ces dernières années l'objet d'une curiosité renouvelée de la part du monde universitaire, dont témoigne l'important colloque tenu à Paris en mars 2007 au Centre d'histoire de Sciences Po, appelé à constituer le premier volet d'une série de trois manifestations. Le présent ouvrage, publié avec le soutien de l'Institut de recherches historiques du Septentrion (IRHIS) et du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP), en rassemble les actes ; comme l'indique Michel Leymarie dans l'introduction, il s'agit avant tout de mesurer l'influence réelle du mouvement d'extrême droite dans la société française, en analysant comment l'idéologie déployée au quotidien par Maurras et les siens a pu faciliter ou au contraire freiner cette diffusion.

Fort de 23 contributions, l'ouvrage se divise en six parties. Sont successivement examinées la manière dont l'Action française se positionne par rapport à un héritage intellectuel antérieur (partie 1), puis l'imprégnation contrastée de certains milieux professionnels et religieux (parties 2 et 3), de certaines instances de sociabilités particulières (partie 4), de certaines régions (partie 5) ; revenant pour finir sur le terrain intellectuel, l'ouvrage analyse les moyens de diffusion médiatique en même temps que les polémiques doctrinales suscitées par le mouvement (partie 6).

La première partie souligne les fortes difficultés auxquelles l'Action française s'est heurtée pour faire aboutir concrètement la rupture avec la société républicaine de son temps, en raison même de son hostilité viscérale à la modernité – aux antipodes d'un spiritualisme humanitaire (Jérôme Grondeux). En effet, la tentative d'appropriation d'historiens antérieurs, de Fustel de Coulanges à Augustin Cochin, pour aboutir à une « restauration » intellectuelle (Philippe Boutry), s'avère aussi délicate que l'absorption de la galaxie nationaliste dans son entier (Bertrand Joly), car le refus de l'AF de prendre en compte le fait démocratique et les changements qu'il implique dans le champ théorique créent des obstacles insurmontables à ces récupérations diverses ; d'autant que les conceptions de l'Histoire se révèlent sensiblement différentes d'un historien d'Action française à l'autre, de Jacques Bainville à Pierre Gaxotte ou à Funck-Brentano (Christian Amalvi).

La seconde partie vient contredire nettement l'idée reçue d'une Action française toute-puissante dans certains milieux réputés conservateurs, qu'il s'agisse des avocats (Gilles Le Béguec), des médecins (Bénédicte Vergez-Chaignon), des officiers (Olivier Forcade) ou encore des milieux économiques (Olivier Dard), bien que dans ce dernier cas, l'hétérogénéité du groupe considéré explique sans doute en partie la faiblesse de l'audience constatée. La concurrence des autres mouvements nationalistes apparaît particulièrement dommageable à l'AF chez les avocats et les officiers, et elle se surajoute à d'autres facteurs conjoncturels, tels que la condamnation pontificale de 1926. De manière plus générale, un constat ressort systématiquement, à savoir que l'AF semble toujours décevoir ses publics de prédilection par un discours trop

général, inadapté aux besoins concrets et aux mutations qui affectent chacun des milieux professionnels ; ce décalage, qui transparait de manière particulièrement criante à l'époque du régime de Vichy, a sans nul doute restreint l'influence de l'AF. Mais faut-il n'y voir qu'une incapacité des chefs du mouvement royaliste, ou au contraire le refus assumé de faire prévaloir une conception clientéliste et syndicale de l'action publique, en cohérence avec les griefs adressés par Maurras au système démocratique ? La question reste ouverte.

La troisième partie analyse l'influence complexe de l'AF dans les milieux religieux catholiques (Jacques Prévotat), protestants (André Encrevé) et juifs (Catherine Nicault), en laissant de côté en revanche les athées et libres-penseurs, également conviés par Maurras au combat royaliste au nom de la défense commune de l'ordre. L'identité des « catholiques d'Action française » apparaît très variable. Pour ceux qui sont avant tout catholiques, l'attraction de l'AF obéit à des motifs divers, parfois littéraires ou personnels davantage que véritablement politiques ; certains moines comme le bénédictin dom Besse assument le rôle délicat de passeurs entre le mouvement royaliste et la mouvance catholique intégriste, à l'inverse de l'épiscopat français qui semble avoir joué un rôle de médiation assez faible, aussi bien avant 1914 qu'*a fortiori* après 1926. Sans surprise, les minorités protestantes et juives, violemment stigmatisées par Maurras dès l'origine comme « États confédérés », sont restées imperméables au discours de l'AF dans leur écrasante majorité ; chez les juifs se pose déjà la question des moyens de réaction au discours antisémite, les partisans du pugilat « antifasciste » se démarquant des apôtres du légalisme. Dans les deux minorités religieuses, on trouve, du reste, une poignée de nationalistes radicaux, séduits envers et contre tout par l'AF. Si l'« Association Sully » protestante semble confinée à une marginalité anecdotique, il n'en est pas tout à fait de même des quelques jeunes sionistes qui, en visionnaires, ont fait du nationalisme intégral à la française un modèle pour le futur État juif, par-delà le temps des persécutions.

Les aspects de sociabilité particulière explorés dans la quatrième partie permettent de mettre en exergue les pesanteurs qui affectent le mouvement, aussi bien à la Chambre que dans les cercles militants, entravant son expansion. Certes, l'attrait exercé auprès des jeunes esprits a longtemps été remarquable : la notoriété scandaleuse de l'AF d'avant-guerre doit beaucoup aux actions d'éclats de ses étudiants et camelots (Rosemonde Sanson), et dans l'entre-deux-guerres, l'AF continue à servir de « matrice intellectuelle » pour maints jeunes réactionnaires (Guillaume Gros). Toutefois, les nombreux départs et dissidences fissurent tôt cette contre-société, en dépit des moyens de propagande mis en place. De même, les militantes étudiées par Bruno Dumons appartiennent aux élites nobiliaires les plus traditionnelles, ce qui limite immanquablement la portée de leur engagement. S'agissant du groupe parlementaire AF qui siège à l'époque du Bloc National (1919-1924), la prégnance de l'héritage légitimiste paraît là encore importante, jusque dans les terroirs d'élection (Jean Garrigues).

Précisément, la cinquième partie s'intéresse au maillage territorial du mouvement et elle confirme à l'envi l'implantation de l'AF dans les vieilles terres d'élection légitimistes, « Vendée Provençale » (Gérard Gaudin), Bas-Languedoc (Philippe Secodny) ou Bretagne (David Bensoussan). Dans ces deux dernières régions ainsi que dans le Nord (Jean Vavasseur-Desperriers), la puissance ancienne d'un catholicisme intransigeant contribue sans nul doute à expliquer les succès de l'AF, au même titre que son déclin accéléré après le choc de 1926 ; l'étude de dynasties militantes nordistes, déclinées par milieu professionnel, est à cet égard tout à fait pénétrante. En revanche, dans des zones comme l'Aquitaine et les Charentes (Marc Agostino), le

développement de l'AF ne repose pas sur des ressorts aussi fermes, ce qui rend plus logiques encore les déconvenues électorales.

La dernière partie achève la réflexion sur les questions doctrinales, mais il ne ressort pas de sa lecture que les causes de l'échec de l'AF, consommé dès les années 1930, soient à rechercher sur ce terrain-là. Car le dynamisme intellectuel de ses publications, qui a fait le succès du mouvement avant 1914 (Laurent Joly), perdue dans l'entre-deux-guerres, au point de constituer toujours un élément de référence pour de nombreuses parutions chrétiennes (Hervé Serry). Les polémiques nourries avec certains penseurs catholiques, comme Maurice Blondel et Jacques Maritain (Michael Sutton), ou avec les publicistes démocrates-chrétiens comme Luigi Sturzo (Jean-Dominique Durand), ne font somme toute que confirmer son rôle de pivot dans la vie intellectuelle du temps. Loin des chicanes théoriques, c'est bien le renoncement à l'action pratique, et précisément au coup de force contre la République, qui a multiplié dès les années 1920 le départ écœuré d'innombrables personnalités dynamiques et la banalisation politique du mouvement (Michel Leymarie).

La conclusion générale de Jacques Prévotat réintroduit quelques considérations bibliographiques bienvenues, qui complètent les éléments déjà très détaillés donnés au fil de certaines des contributions (notamment celle de Philippe Boutry). En définitive, la publication de ces actes de colloque forme un intéressant ouvrage, qui témoigne de la vivacité de la recherche contemporaine sur l'Action française, et offre de nombreuses pistes de réflexion.